

*Rethinking Canadian Aid*, sous la dir. de Stephen Brown, Molly den Heyer et David R. Black, Ottawa, Ottawa University Press, 2014, 338 p.

Marc-André Anzueto

Volume 35, numéro 2-3, 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1037020ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1037020ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Anzueto, M.-A. (2016). Compte rendu de [*Rethinking Canadian Aid*, sous la dir. de Stephen Brown, Molly den Heyer et David R. Black, Ottawa, Ottawa University Press, 2014, 338 p.] *Politique et Sociétés*, 35(2-3), 267–269.  
<https://doi.org/10.7202/1037020ar>

le veut l'auteure, un devoir de mémoire, le témoignage d'une expérience vécue. Le livre a une fonction archivistique; en plus des illustrations et des fac-similés, on y retrouve la transcription d'un important matériel d'entrevues. Les Éditions du remue-ménage ont ici fait honneur à leur tradition de simultanément pousser les frontières théoriques du féminisme, articuler une pensée mobilisatrice et défier l'idée reçue de ce en quoi consiste un ouvrage savant.

Eric Lyall Nelson  
*Doctorant, École d'études politiques,*  
*Université d'Ottawa*  
 enels036@uottawa.ca

## Recensions hors-thème

*Rethinking Canadian Aid*, sous la dir. de Stephen Brown, Molly den Heyer et David R. Black, Ottawa, Ottawa University Press, 2014, 338 p.

En mars 2013, le gouvernement de Stephen Harper annonçait la fusion de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), créant quelques mois plus tard le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD). Selon le plan d'action économique du budget fédéral de 2013, il s'agissait « d'optimiser les possibilités de synergies internationales ». La conjoncture actuelle semble donc propice pour dresser un bilan et réfléchir sur l'aide publique au développement (APD) au Canada. *Rethinking Canadian Aid* est le premier ouvrage à se livrer à cet exercice analytique depuis les récents changements entourant l'ACDI. Dirigé par le politologue Stephen Brown de l'Université d'Ottawa ainsi que Molly den Heyer, analyste à l'Institut international Coady de l'Université St. Francis Xavier, et David R. Black, professeur de développement international et de science politique à l'Université Dalhousie, cet ouvrage collectif compte également sur la contribution de 18 autres chercheurs et

praticiens chevronnés. En se penchant sur la nécessité de repenser l'aide canadienne, les directeurs de l'ouvrage abordent dès l'introduction des questions tant communes que nécessaires: Pourquoi le Canada fournit-il de l'aide internationale? Quel est le rôle actuel du Canada dans ce domaine? À qui profite l'aide canadienne? Quelles sont les difficultés rencontrées avec l'aide au développement? Comment peut-on corriger les pratiques contemporaines de l'aide canadienne? Cette pléthore d'interrogations pousse les directeurs à circonscrire l'ouvrage en trois parties distinctes.

Les cinq premiers chapitres, formant la première section du livre, portent spécifiquement sur les fondements éthiques de l'aide canadienne en lien avec les dynamiques de l'appareil étatique et bureaucratique. À l'exemple de David R. Black, plusieurs auteurs de cet ouvrage collectif (Stephen Brown, John D. Cameron, Adam Chapnick) reconnaissent l'apport intellectuel des travaux de Cranford Pratt, professeur émérite à l'Université de Toronto qui a inspiré plusieurs spécialistes canadiens en développement international. Black retrace l'influence des idées développées par Pratt sur le débat ontologique et normatif de la politique étrangère canadienne (PEC), en particulier son concept d'internationalisme humain (IH) (p. 18-22). S'inscrivant dans la vague de solidarité internationale issue des mouvements sociaux des années 1960 et 1970, l'IH insufflait un tournant éthique en PEC qui visait principalement la réduction des inégalités socioéconomiques entre les pays du Nord et ceux du Sud. Or, Black rappelle que si l'IH était bel et bien présent dans l'imaginaire politique de certains Canadiens, cette tradition s'est toutefois érodée durant la décennie 1990. Qui plus est, il affirme que la base électorale du gouvernement Harper est beaucoup moins attachée à cette conception altruiste de la PEC que les deux autres principaux partis politiques de la scène fédérale (p. 22-23). Pour sa part, Adam Chapnick estime que, pendant plus d'un demi-siècle, le débat sur l'APD s'est résumé à la recherche d'un équilibre entre les sentiments altruistes de l'IH et la défense

de l'intérêt national du Canada (p. 35). Or, depuis les deux dernières décennies, l'obsession des principales organisations internationales et des gouvernements occidentaux pour les notions de « résultats » et « d'efficacité » a contribué à creuser le fossé entre la rhétorique officielle du gouvernement canadien et la réalité sur le terrain. À cet égard, Ian Smillie soutient dans son chapitre que l'économie de marché demeure une solution partielle aux problèmes du développement international (p. 84). Le texte de Smillie sert aussi de transition avec la seconde partie de l'ouvrage, qui se concentre sur l'évolution des motivations canadiennes en matière d'aide internationale.

Les résultats d'une étude longitudinale menée par Liam Swiss entre 1960 et 2010 révèlent que les critères d'allocation de l'aide canadienne sont évocateurs d'un certain mimétisme entre pays donateurs et témoignent de l'influence des politiques néolibérales. En effet, à travers sa cartographie des États bénéficiaires de l'aide canadienne, Swiss démontre que, à partir de l'année 1995, les programmes d'aide au développement au Canada se sont écartés de la tradition de l'IH, commune chez plusieurs puissances moyennes, afin de s'arrimer davantage aux modèles américains et britanniques au début des années 2000 (p. 116). D'un point de vue théorique, Justin Massie et Stéphane Roussel proposent une interprétation intéressante pour comprendre la transformation du lien profond entre les politiques canadiennes de sécurité et d'aide au développement durant la guerre froide et après le 11 septembre 2001. En vertu de l'évolution du concept de culture stratégique canadienne, les politiques de sécurité et de développement de la PEC n'entrent pas en contradiction, mais fonctionnent de façon complémentaire en promouvant et renforçant l'ordre libéral occidental du système international contemporain (p. 155). Certes, s'il y a des éléments de continuité dans la position du Canada en matière d'aide et de sécurité internationale, les motivations idéologiques du gouvernement Harper révèlent une rupture avec la culture stratégique internationaliste canadienne, notam-

ment avec les organisations de la société civile canadienne. Le chapitre de François Audet et Olga Navarro-Flores démontre adroitement les tensions, les dynamiques et surtout les difficultés à assurer une gestion efficace de l'aide canadienne en fonction du virage idéologique du gouvernement conservateur. En effet, cette quête d'efficacité dans les programmes canadiens d'aide au développement se heurte au poids des décisions politiques imprégnées de valeurs conservatrices ou des calculs électoralistes (p. 187-189). De ce fait, le châtiement politique et financier de plusieurs organisations laïques ou progressistes canadiennes dans les dernières années s'inscrit dans cette tendance néoconservatrice où prédomine une vision manichéenne du monde. Ainsi, l'abandon d'une certaine image du Canada et de son rôle en matière de développement international s'articule bien à la dernière section de l'ouvrage, qui couvre essentiellement des problématiques clés.

Alors que la défunte ACDI avait jadis participé activement à la promotion des droits des femmes et à l'égalité des genres, Rebecca Tiessen insiste sur les changements discursifs du gouvernement Harper. Selon elle, en présentant les femmes comme des « victimes et des bénéficiaires », notamment à travers la promotion de la santé maternelle et infantile, le gouvernement conservateur rompt avec le paradigme de développement international au profit d'une approche basée sur la charité (p. 195). Mettant de l'avant le proverbe « charité bien ordonnée commence par soi-même », Gabriel C. Goyette souligne aussi comment cette vision du gouvernement Harper demeure sans équivoque : les principaux bénéficiaires de l'aide internationale ne sont plus les « pauvres du Sud », mais le peuple canadien ainsi que les entreprises canadiennes (p. 262). Partant de ce constat, Stephen Brown se penche sur la recommercialisation de l'APD et les partenariats entre organisations non gouvernementales (ONG) et firmes canadiennes du secteur extractif. En analysant trois cas d'études (Burkina Faso, Ghana, Pérou), Brown révèle comment l'utilisation des deniers publics sert davantage les intérêts des firmes canadiennes

à l'international, en réduisant le « risque réputationnel » et en réhabilitant l'image de ces firmes auprès des communautés affectées. Cette stratégie permet aux entreprises minières canadiennes de demeurer concurrentielles sur la scène mondiale et constitue un important tournant dans la façon de repenser l'aide canadienne (p. 287).

Tout compte fait, les directeurs et les collaborateurs de *Rethinking Canadian Aid* ont réussi à capturer le *zeitgeist* autour des enjeux liés au domaine de l'aide canadienne. Évidemment, certains chapitres mieux nantis sur le plan empirique auraient pu s'emboîter davantage dans les interprétations théoriques propres à l'analyse de la PEC. Par exemple, la priorisation des Amériques au profit de l'Afrique par le gouvernement Harper depuis 2007 est assez illustratrice de cette recommercialisation de l'APD dans une région riche en ressources minières. Dans cet esprit, Laura Macdonald et Arne Ruckert cherchent à expliquer les différentes logiques d'allocation de l'aide canadienne auprès des trois principaux pays bénéficiaires d'Amérique latine : Pérou, Haïti et Honduras. Si la position canadienne vis-à-vis le Pérou et le Honduras est incontestablement liée à une stratégie basée sur des intérêts commerciaux, leur analyse du cas haïtien demeure plutôt descriptive et les concepts de culture stratégique en PEC (Justin Massie et Stéphane Roussel, p. 144-146) et de sécurisation de l'aide (Stephen Baranyi et Themrise Khan, p. 241-245) auraient probablement bonifié leur interprétation. Qui plus est, la notion de responsabilité sociale des entreprises (RSE), intimement liée à la stratégie canadienne du secteur extractif en Amérique latine et en Afrique, ne suscite pas de nouvelles réflexions chez les chercheurs, hormis les suggestions cosmopolites et normatives proposées par John D. Cameron (p. 55-62). Pourtant, la sécurisation et la recommercialisation de l'aide canadienne ainsi que la promotion de la RSE et même de la santé maternelle et infantile s'avèrent des enjeux inséparables du thème plus englobant des droits humains en PEC, qui aurait dû être soulevé davantage dans l'ouvrage. Effectivement, toutes ces problématiques

font preuve d'une instrumentalisation des droits humains à des fins sécuritaires et même identitaires du Canada au vingt et unième siècle. Néanmoins, *Rethinking Canadian Aid* s'impose non seulement comme une lecture obligatoire pour ceux et celles qui s'intéressent à la transformation du rôle du Canada en matière de développement international, mais également aux débats portant sur les changements propres à l'ère Harper. Considérant aussi le fait que ce livre soit en libre accès sur Internet ([www.bit.ly/CdnAidpdf](http://www.bit.ly/CdnAidpdf)), nous ne pouvons que saluer cette brillante initiative qui en fait un ouvrage véritablement incontournable.

Marc-André Anzueto  
candidat au doctorat en science politique,  
Université du Québec à Montréal  
[anzueto.marc\\_andre@uqam.ca](mailto:anzueto.marc_andre@uqam.ca)

---

***La grande bifurcation : en finir avec le néolibéralisme***, de Gérard Duménil et Dominique Lévy, Paris, La Découverte, coll. « L'horizon des possibles », 2014, 199 p.

Le néolibéralisme ressemble aujourd'hui bien plus à une injure politique qu'à un concept heuristique tant ses censeurs échouent à en définir les contours précis. Cet aspect polémique se retrouve également dans son approche par les travaux universitaires, si bien que le néolibéralisme a réussi le sort paradoxal d'une large dissémination sans laisser de prise évidente à sa théorisation. La faute, certainement, en revient au fait qu'il ne recouvre pas une doctrine distincte, mais un ensemble de processus que le chercheur reconstruit tant bien que mal une fois les dégâts perpétrés. La crise actuelle, loin d'en avoir sapé l'avancée, présente une preuve supplémentaire de son enracinement et permet d'en observer la résilience.

Inspiré de leur tome spécialisé de 2011, *The Crisis of Neoliberalism* (Harvard University Press), cet essai de vulgarisation s'inscrit pleinement dans la déploration actuelle du néolibéralisme. La présente crise offrant l'occasion d'« en finir » avec le néolibéra-